

## Opinion | Eviter le trafic et la contrefaçon de masques : c'est possible

Bien que le prix unitaire d'un masque de protection soit habituellement dérisoire, son utilisation, devenue vitale dans le contexte actuel de pandémie, en a fait un objet de trafic et de contrefaçon. Pour éviter cette dérive, des systèmes de traçabilité numérique pourraient être mis en œuvre, selon Philippe Chatelain.



Par [Philippe Chatelain](#) (CEO d'Inexto (groupe Impala))

Au cortège de morts et de souffrances qui accompagne implacablement la progression du Covid-19 sont encore venus s'ajouter, fin mars, une multitude d'inqualifiables trafics de masques FFP2 et autres produits de prévention sanitaire, ici remplacés par des copies inefficaces, là discrètement détournés avant leur arrivée à destination. En période de crise sanitaire, des produits dont le prix habituel est pourtant très faible peuvent, parce que leur usage devient littéralement vital, faire l'objet de pénuries spectaculaires. Cela conduit à l'explosion de leur prix sur le marché noir ou sur celui de la contrefaçon, mais aussi à leur mystérieuse disparition en cours de transport (plus de 100.000 masques envoyés par la Chine à l'Italie ont ainsi été détournés en République tchèque) avec les conséquences désastreuses que l'on imagine sur la santé des populations. Comment lutter ?

## **Dispositifs de traçabilité**

L'une des principales difficultés tient au fait que la valeur unitaire de chacun des articles à protéger est tellement faible qu'un investissement technologique coûteux est à peu près inenvisageable. Aujourd'hui, pour s'assurer qu'une cargaison de montres ou d'autres produits à forte valeur ajoutée n'est pas détournée, l'application de technologies de traçabilité est possible, mais onéreuse. Si bien que les mobiliser n'aurait aucun sens économique s'agissant de morceaux de tissu qui, même s'ils sauvent des vies, ne coûtent pratiquement rien à la fabrication. Il faut donc imaginer et mettre en œuvre des dispositifs de traçabilité éprouvés mais très peu dispendieux, qu'on pourrait appliquer à chaque carton de masques, voire, idéalement, à chaque masque individuellement.

De tels systèmes existent déjà en réalité. Ils sont mis en œuvre par des industries variées, parmi lesquelles les cigarettiers, qui en ont été les premiers utilisateurs pour une raison très simple : eux aussi sont confrontés à la problématique du nécessaire traçage de grandes quantités de produits pour lutter contre le commerce illicite. La technique de protection repose sur l'attribution d'un code sécurisé unique apposé pour un prix très minime sur chaque unité produite. Ce code constituant le passeport numérique du produit sera ensuite scanné, lié à son conditionnement, et suivi autant de fois qu'il est souhaitable durant tout son trajet, de sa production jusqu'à sa livraison. Un simple smartphone permet de vérifier le code ainsi que l'origine, les caractéristiques, le rapport de conformité et la destination prévue du produit. Tout cela s'effectue grâce à un lien direct entre un smartphone et une base de données sécurisée au service de l'Etat.

## **Passeport digital**

De plus, il est possible à tout instant de connaître les stocks, les produits en transit et ainsi d'y associer tous les documents nécessaires à des contrôles douaniers facilités, rapides et efficaces. Toute interruption du cheminement prévu, toute anomalie de parcours est décelable puisqu'elle se traduit par une absence de scanning. D'étape en étape, l'objet muni de son passeport digital arrive ainsi à destination, faute de quoi une alarme se déclenche, qui pointe vers le premier segment de trajet non effectué (et, donc, vers le responsable présumé, ce qui permet remédiation et, éventuellement, sanction). Enfin, une fois arrivé, il n'est accepté que s'il porte le code qui atteste son authenticité. Au total, une collaboration étroite avec les autorités et la justice permet de tarir très fortement les détournements et la contrefaçon.

Si l'on veut sérieusement enrayer fraude, trafic et contrefaçon, c'est ce type de solution de codage qu'il faut envisager d'installer sur les lignes de fabrication des produits sanitaires, dont la pénurie en période de pandémie menace la santé publique, comme celle des masques. Garantir la transparence et la sécurité de la chaîne de distribution de ces objets banals, mais qui sauvent aujourd'hui des vies est devenu un enjeu sanitaire et éthique mondial.

Philippe Chatelain est CEO d'Inexto